



Syndicat **F**orce **O**uvrière DGFIP – Section de la  
Haute-Marne  
DDFiP 52, 19 rue Bouchardon, 52000 CHAUMONT  
Cedex  
Tél – 03.25.30.68.66  
mail : [fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip52@dgfip.finances.gouv.fr)  
web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/052/>

## **FO : le syndicat qui reste un syndicat**

### Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Le projet de loi de finances 2014 n'est ni plus ni moins que la poursuite de la politique d'austérité menée depuis trop longtemps. Les agents des Ministères économiques et financiers voient leurs moyens amputés de façon drastique, ce qui met en péril le contenu et l'exercice plein et entier des missions qu'ils exercent et qui accroît la détérioration de leurs conditions de travail :

- - 2 564 suppressions d'emplois,
- - 4% de crédits de fonctionnement,
- - 2,6% de crédits d'investissement,
- - 5% de crédits d'intervention,
- - 0,4% de crédits de rémunérations.

Face à de telles baisses, aux conséquences désastreuses pour les conditions de travail des agents, il est bien difficile d'accepter que la démarche stratégique accrédite l'idée que les services pourront mieux effectuer leurs missions ! Alors même que les démarches stratégiques directionnelles, en cours de finalisation, ne sont dans les faits, que de véritables plans de restructurations où des milliers d'agents vont voir leur service disparaître et seront contraints à des mobilités très importantes.

FO a pris acte du maintien des crédits santé et sécurité au travail. Mais leur non-revalorisation, depuis des années, revient, là encore, à amoindrir les capacités d'action dans un domaine plus que jamais indispensable aux agents et dont les besoins augmentent.

FO dénonce le nombre croissant de cas de souffrance au travail mis en évidence dans le rapport annuel des Médecins de prévention présenté lors du dernier CHS-CT ministériel. Près de 3000 cas en 2012 sans compter leur sous-évaluation régulièrement dénoncée.

Dans les propos des Ministres, FO n'a pas décelé de réelle volonté d'agir sur les causes des RPS afin de les supprimer ou de les réduire alors que les perpétuelles réorganisations, restructurations et suppressions d'effectifs sont source de mal-être au travail pour les agents.

Indiquer que la Direction Générale se préoccupe des Risques Psycho Sociaux alors qu'elle refuse de considérer que les suppressions d'emplois en sont la principale cause n'est, pour FO, pas crédible !

Dans ce contexte très difficile pour l'ensemble des agents, FO exige le renforcement du réseau des acteurs de prévention et notamment l'obligatoire présence en Haute-Marne d'un médecin de prévention et d'un Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, acteurs indispensables qui donnent un réel sens aux termes « Hygiène, Santé et Conditions de Travail ».

La direction générale doit **impérativement et immédiatement** tirer les leçons des effets néfastes engendrés par sa politique d'austérité pour les agents et pour les missions économiques et financières ; en donnant de réels moyens pour faire vivre une politique ministérielle de Santé Sécurité au Travail digne de ce nom, en agissant réellement, par des actions concrètes, sur la prévention de la souffrance au travail.

FO exige l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ainsi que la prise de décisions concrètes d'actions portant sur l'organisation du travail, les missions, les moyens, l'encadrement, ainsi que le renforcement des prérogatives et des moyens des acteurs de prévention.

Les représentants **FO**

Laure Alentado- Catherine Durand-Rachel Sugneau (titulaires)